

RENSEIGNEMENT, VERBATIM

L'appel de Charles Michel (Belgique) à créer une CIA européenne ne rencontre pas vraiment d'adhésion des grands pays

1 DÉC 2015 Bernard Cazeneuve, Charles Michel, CIA européenne, Dimitris Avramopoulos, Gilles de Kerchove, Thomas de Maizière

(B2) L'appel de Charles Michel, comme de certains autres responsables européens (au



Parlement ou à la Commission) à créer une agence européenne de renseignement ne rencontre pas vraiment d'enthousiasme parmi les autres responsables européens. Même le coordinateur anti-terroriste de l'UE se montre dubitatif.

Davantage de coopération européenne

Dimanche (29 novembre), Le Premier ministre belge, Charles Michel a lancé, sur le plateau des Décodeurs, de la [RTBF](#) (12e mn), vouloir des mesures « concrètes » pour davantage de coopération européenne. Il a lancé un « appel » à « une mobilisation pour mettre en place une agence européenne du renseignement : une 'CIA européenne'. On voit bien que souvent dans ces attentats, des personnes ont été repérées par l'un ou l'autre service. Mais on n'a pas su utiliser convenablement l'information dont on disposait pour empêcher que l'acte ne se produise. Là, c'est certainement le sujet sur lequel il faut travailler mieux et plus à l'avenir, et le faire dans le cadre européen certainement ».

Réunir toutes les informations sur les suspects

Le Premier ministre belge a réitéré cet appel, lundi (30 novembre), sur la radio française RTL. « Aujourd'hui, nous avons une difficulté, les échanges d'informations sur le plan européen sont bilatéraux. Il n'y a pas de renseignement harmonisé sur le plan européen. (...) Il n'y a pas d'uniformisation dans les échanges d'informations ». Et d'ajouter : « Si les services de renseignement fonctionnaient sans faille dans l'échange d'informations, il n'y aurait plus jamais aucun attentat dans le monde ». Cette « CIA européenne » aurait pour mission de réunir les informations sur les individus « suspectés d'avoir des tentatives radicales et de démasquer ceux qui ont des intentions hostiles ». NB : La création d'une agence européenne de renseignement avait déjà été évoquée par certains responsables européens comme l'ancienne commissaire luxembourgeoise Viviane Reding ou l'ancien Premier ministre Guy Verhofstadt. Et le commissaire européen chargé des Affaires intérieures, Dimitris Avramopoulos, avait déjà proposé vendredi la création d'une telle agence européenne du renseignement.

Sérieuses réticences française et allemande

Mais cette proposition ne trouve pas vraiment grâce auprès des ministres de l'Intérieur. Le problème n'est pas la qualité du renseignement, le problème est la mise en place de dispositifs d'alimentation des banques de données sur la base desquelles la relation entre les services de renseignement pourra être mieux optimisée » a souligné Bernard Cazeneuve lors de la réunion des ministres de l'Intérieur de l'UE, vendredi (20 novembre). « C'est ça le vrai sujet. Et ce sujet-là on peut le faire tout de suite. Un service de renseignement européen, ça renvoie à des données très lointaines. Or, la lutte contre le terrorisme, c'est aujourd'hui. » Même sentiment chez son collègue allemand. « Nous ne devrions pas gaspiller notre énergie sur une Agence européenne de renseignement. Je ne peux pas imaginer qu'on puisse renoncer à notre souveraineté nationale » dans ce domaine, a affirmé le ministre allemand de l'Intérieur, Thomas de Maizière. Il faut davantage se « concentrer sur l'amélioration de l'échange d'informations entre des institutions déjà existantes ».

Les "Services" ne souhaitent pas un Eurointel

Pour le coordinateur anti-terroriste, Gilles de Kerchove, il existe effectivement de grandes réticences au sein des services du renseignement. Mais elles s'expliquent par les réticences à travailler avec les services judiciaires (lire : [Les services de renseignement coopèrent énormément. Le problème est ailleurs \(De Kerchove\)](#)). « Les services de renseignements partagent énormément entre eux. Mais à ce stade de l'évolution, ils ne souhaitent pas un EuroIntel. Ce sont les Etats qui décident. »

Des différences entre grands et petits membres

Il y a de nettes différences d'un pays à l'autre. « Ce n'est pas considéré par un certain nombre de grands Etats surtout comme une nécessité. Un certain nombre de petits Etats en ressentent sans doute plus la nécessité. Tout simplement car ils ont moins de moyens. » Et les pays qui ont des grands services n'ont tout simplement pas envie que d'autres en bénéficient... gratuitement. « Il y a aussi des Etats qui investissent plus que d'autres. Je crois qu'à ce stade, que plus les Etats individuellement investiront dans le renseignement, plus il y aura intensification des échanges entre les Etats. Tout le monde doit faire un effort. »

L'Europe ce n'est pas les USA

« L'Europe n'est pas les Etats-Unis. Nous ne sommes pas dans un Etat fédéral » justifie Gilles de Kerchove. « Et même aux Etats-Unis il a fallu 30 ans à (Edgard) Hoover pour imposer la police fédérale, le FBI, sur les polices locales. Et après 2001, il a fallu plusieurs années encore au NCTC de connecter les différents agences de renseignement. Et c'est dans un Etat fédéral ».

(Nicolas Gros-Verheyde)

Nicolas Gros-Verheyde



Journaliste correspondant UE/OTAN à Bruxelles pour Ouest-France et Sud-Ouest + Lettre de l'expansion. Rédacteur en chef du site B2. Auditeur de la 65e session de l'IHEDN (Institut des Hautes Etudes de la Défense nationale).